

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble, le 13/02/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### ECOAT OPERATIONS

Rue Gaston Monmousseau  
Plateforme chimique Roussillon  
38150 Salaise-Sur-Sanne

Références : 2025 - Is022SPF  
Code AIOT : 0006114460

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2025 dans l'établissement ECOAT OPERATIONS implanté Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique Roussillon 38150 Salaise-sur-Sanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOAT OPERATIONS
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique Roussillon 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006114460
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Ecoat a pour objectif la production industrielle de polymères biosourcés (résines alkydes issues du pin) destinés à l'industrie des peintures et revêtements. Ces produits sont développés dans les laboratoires d'ECOAT situés à Grasse où se situe aussi le siège social de l'entreprise. Le pilote et l'unité de production sont basés sur la plateforme chimique de Roussillon à Salaise sur Sanne (bâtiment F32 utilisé précédemment par RHODIA OPERATIONS pour la production d'oxadiazon). Pour rappel, la capacité maximum de production d'ECOAT est de 30 000 t/an. L'entreprise présente une bonne progression de la production depuis 2015 (15 tonnes en 2015, 400 tonnes en 2018 et environ 1200 tonnes en 2019 et le prochain investissement vise à atteindre les 10 000t/an). L'entreprise fonctionne en 3x8.

Sur le plan administratif, le site est classé à Autorisation pour sa fabrication en quantité industrielle de matières plastique de type polymères, et pour la présence de procédés de chauffages utilisant des fluides caloporteurs.

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement :

- Le risque incendie et de pollution accidentelle lié au stockage de produits inflammables et dangereux pour l'environnement ;
- Le risque d'explosion lié à la perte d'intégrité du réacteur du process.

#### Contexte de l'inspection :

- Accident
- Récolement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Exercices de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article 3.2.2.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article 3.2.3.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	10 mois
7	Réexamen IED	Code de l'environnement du 29/01/2025, article R515-71	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Chaufferie	Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article 8.2.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Propreté	Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article 2.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, l'Inspection des Installations Classées formule 6 demandes d'actions correctives et propose de mettre en demeure l'exploitant sur :

- La présence et la capacité des rétentions permettant de contenir les produits chimiques stockés sur le site ;
- L'étiquetage des produits chimiques ;
- La réalisation du dossier de réexamen IED enclenché par la publication des conclusions sur le BREF WGC en décembre 2022 ;
- L'utilisation de la chaudière de secours dans un local dédié conforme à l'arrêté préfectoral du site.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Etiquetage des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, CLP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 06/03/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour rappel, lors de l'inspection menée le 22 mars 2023 et celle menée le 6 mars 2024, l'Inspection des Installations Classées avait constaté que certains étiquetages des stockages</p>

présents sur site ne respectaient pas la réglementation européenne (CLP) en vigueur. En 2024, si l'Inspection avait constaté une amélioration de la situation, certains produits n'étaient toujours pas étiquetés (dans la zone des produits finis notamment).

Dans sa réponse formulée le 23 mai 2024, l'exploitant a indiqué avoir corrigé les manquements et rappelé la consigne d'étiquetage à son équipe. L'exploitant a montré à l'Inspection son projet d'étiquettes de ses produits stockés qui correspondaient à la réglementation européenne (en français, mention de danger, etc..).

Lors de la visite sur le site, l'Inspection a constaté :

- La présence de nombreux IBC et big-bags avec des étiquettes en langue étrangère (coréen, anglais) ;
- Les étiquettes présentées en salle n'ont pas été mises sur tous les contenants.

Malgré les améliorations constatées en 2024 et les étiquettes présentées en salle, la situation sur le site n'est toujours pas conforme en 2025/ L'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action corrective n°1 : L'exploitant doit étiqueter correctement tous ses produits selon la réglementation européenne.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Rétention des produits chimiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Capacité des rétentions

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;

50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

**Constats :**

## 1/ Suites de l'inspection du 6 mars 2024: fosse extérieure (rétention de la zone A1)

Pour rappel, lors de l'inspection menée le 6 mars 2024, l'Inspection des Installations Classées avait demandé à l'exploitant à ce que le volume utile de la rétention extérieure (= volume total - volume occupé par l'eau de pluie) permette de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Dans sa réponse formulée par mail le 9 avril 2024, l'exploitant a indiqué vouloir engager une réflexion pour augmenter la taille de sa fosse.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir mis en place une routine auprès de ses opérateurs afin de vérifier si la fosse n'est pas remplie au dessus de 80% de sa capacité. Le franchissement de cette limite provoque un appel à Véolia afin de faire venir des camions pour pomper les rejets dans la fosse en moins de 2 jours via le contrat Ecoflow.

La taille de la fosse est de 97 m<sup>3</sup>. L'Inspection considère que la réponse de l'exploitant ne permet pas de répondre au respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 qui demande à ce que la rétention fasse a minima 50% de la capacité totale des récipients. En date du 30/01/2025, l'exploitant stockait 88 m<sup>3</sup> de produits dans la zone concernée (A1).

Or, en cas de remplissage à 80% de la fosse, il ne resterait que 19,4 m<sup>3</sup> de volume utile (20% de 97 m<sup>3</sup>) soit trop peu par rapport à la quantité nécessaire réglementairement (50% de 88 m<sup>3</sup> soit 44 m<sup>3</sup>).

De plus, suite à un incident en février 2024 ayant entraîné l'obstruction du collecteur aérien Colette permettant d'emmener les eaux d'estérification du site vers la station d'épuration Trèfle, l'exploitant a indiqué que ces eaux sont aussi stockées dans la fosse le temps qu'un transporteur vienne les pomper (quelques heures à quelques jours). La quantité d'eaux d'estérification concernée n'a pas été précisée.

D'après l'Inspection, l'exploitant n'a donc pas réussi à montrer qu'il respectait les prescriptions de l'arrêté du 4 octobre 2010 concernant la taille des rétentions. Sa situation s'est même aggravée depuis l'incident sur le collecteur Colette qui a été d'ailleurs identifié comme étant de sa faute par le gestionnaire de la plateforme (les résidus de résine d'Ecoat formant un précipité dans le collecteur en réaction avec les effluents des autres industriels).

Dans le cas d'un incendie ou d'un déversement accidentel dans la zone A1, la situation est donc critique car la capacité de rétention n'est pas respectée. L'Inspection propose donc de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

## 2/ Stockage hors de la zone A1

Lors de la visite terrain, l'Inspection a constaté que plusieurs zones comportent des stockages non-reliés à des rétentions :

- la zone située à côté de la zone A1 : une vingtaine d'IBC d'un produit nommé "Rhodapex" identifié comme "nocif pour les organismes aquatiques", "corrosif pour les voies respiratoires" + des big-bags d'anhydride phthalique (CMR, corrosif et toxique) ;
- la zone d'entrepasage à l'extérieur du bâtiment (face Nord) : plusieurs dizaines d'IBC (nombre exact non déterminé, l'Inspection l'estime à environ 50 IBC) de produits rebutés (résine alkyde sans solvant d'après les étiquettes) identifié comme CMR, corrosif et toxique.

Interrogé par l'Inspection, l'exploitant a indiqué qu'en cas de déversement accidentel sur ces 2

zones, le produit concerné serait dirigé vers le réseau d'eaux pluviales.

Cette situation n'est absolument pas conforme. L'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

### 3/ Rétentions des cuves

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que toutes les rétentions des cuves étaient remplies de tuiles. Le fond des rétentions n'était pas visible (une potentielle fuite de produit ne serait donc pas détectable). De plus, de l'eau était présente dans ces rétentions.

L'exploitant a indiqué que l'évènement du 6 septembre 2024 (Déflagration du R1900) a entraîné la chute d'une partie importante des éléments de couverture en toiture et certaines vitres latérales. Des tuiles sont tombées dans les rétentions. L'absence de toit et le temps pluvieux a contribué à remplir en partie les rétentions d'eau pluviale.

Cette situation n'est absolument pas conforme. L'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action corrective n°2 : L'exploitant doit se mettre en conformité sur la présence et la capacité de ses rétentions.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

### **N° 3 : Exercices de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exercices de lutte contre l'incendie

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

#### **Prescription contrôlée :**

Dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation, l'exploitant organise un exercice de lutte contre l'incendie. Un tel exercice est réalisé au moins tous les ans.

Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Pour rappel, lors de l'inspection menée le 6 mars 2024, l'Inspection des Installations Classées avait indiqué que l'exploitant devait réaliser un exercice de lutte contre l'incendie tous les ans.

L'exploitant n'a pas réalisé de planning comme demandé en 2024 mais s'engage à réaliser l'exercice incendie en 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Demande d'action corrective n°3 : L'exploitant mettra à disposition de l'Inspection des Installations Classées le compte-rendu de l'exercice incendie de 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article 3.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conduits et installations raccordées / Conditions générales de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 3.2.2.  N° de conduit : 1 Installations raccordées : cheminées sortie réacteurs Hauteur en m : 16 Diamètre en m : 0,25 Débit nominal Nm <sup>3</sup> /h sur gaz sec : < 5000 Vitesse mini d'éjection en m/s : 5  Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).  Un deuxième point de rejet collecte les sorties des 2 chaudières au gaz naturel de 0,6 MW non classées.
<b>Constats :</b>  Pour rappel, lors de l'inspection menée le 6 mars 2024, l'Inspection des Installations Classées avait constaté que l'exploitant n'avait pas été en capacité d'indiquer que les caractéristiques physiques de la cheminée en sortie de réacteurs (hauteur, diamètre) sont conformes à son arrêté préfectoral.



L'exploitant pense que les caractéristiques de la cheminée telle que décrite dans son DAENV et son arrêté préfectoral ne sont pas bonnes (possible amalgame avec la cheminée de sortie des chaudières). Il n'a néanmoins pas avancé sur le sujet entre l'inspection de mars 2024 et janvier 2025.

L'exploitant doit clarifier les dimensions de ces cheminées. Ce point étant peu complexe, ce travail doit être réalisé rapidement suite à la réception du rapport d'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action corrective n°4 : L'exploitant devra justifier des caractéristiques physiques de sa cheminée en sortie de réacteurs et s'assurer que les dimensions sont conformes à son arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 5 : Rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article 3.2.3.

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en tonnes de produits finis :

- Point de rejet : 1. Cheminée sortie des réacteurs
- Paramètres : COV
- Valeurs limites (en moyenne annuelle) par tonne de produit fini : COV 15,3g/t

**Constats :**

Pour rappel, lors de l'inspection menée le 6 mars 2024, l'Inspection des Installations Classées avait constaté que l'exploitant n'était pas conforme sur ses rejets en COV (245 g/t/an soit 16 fois plus qu'autorisé : 15,3 g/t/an). Les résultats de Socotech, qui a réalisé 3 essais d'une durée de 8h chacun avec les résultats suivants pour les COV (à débit équivalent d'après les mesures) sont les suivants :

n° essai	Concentration (Nm3/h)	Flux massique (g/h)
----------	-----------------------	---------------------

1	8,71	18,32
2	10,18	22,40
3	288	626

Dans sa réponse formulée par mail le 22 mai 2024, l'exploitant n'a pas fait de remarque sur ce point.

Lors du point en salle, aucune mesure n'a été prise par l'exploitant en dehors du dossier IED (voir constat suivant). Au vu des résultats hétérogènes entre les 3 essais, l'Inspection propose à l'exploitant de réaliser d'autres mesures de COV pour consolider les résultats.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action corrective n°5 : L'exploitant réalisera 3 mesures de ses rejets en COV en 2025 pendant une période représentative de la production de l'atelier.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 10 mois

**N° 6 : Propreté**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article 2.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Nettoyage des installations

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

**Constats :**

Pour rappel, lors de l'inspection menée le 6 mars 2024, l'Inspection des Installations Classées avait constaté que la zone A3 du site était particulièrement sale (traces de coulures d'un liquide visqueux) et manquait d'entretien (arrachement de la tôle sur certaines parties avec mise à jour du calorifuge).

Dans sa réponse formulée par mail le 22 mai 2024, l'exploitant a indiqué avoir mis en place la

dépose et repose du calorifuge de la cuve concerné (R1500) en mai 2024. Ce point a été constaté en inspection, c'est satisfaisant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Réexamen IED**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 29/01/2025, article R515-71

**Thème(s) :** Risques chroniques, délai de remise au préfet

**Prescription contrôlée :**

I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.

**Constats :**

Pour rappel, lors de l'inspection du 6 mars 2024, il avait été demandé à Ecoat de fournir son dossier de réexamen IED, la société étant soumise au BREF WGC. Les conclusions du BREF étant sorties en décembre 2022, l'exploitant avait 1 an pour déposer son dossier.

L'exploitant a indiqué que le bureau d'étude en charge du dossier n'avait pas pu fournir de document.

Au vu des délais largement dépassés (plus d'un an), l'Inspection se propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action corrective n°6 : L'exploitant fournira à l'Inspection des Installations Classées son dossier de réexamen IED (BREF principal : WGC).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 8 : Chaufferie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article 8.2.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Local

**Prescription contrôlée :**

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur au bâtiment de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes EI30, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI120.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la tuyauterie d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

#### **Constats :**

Sur son site, l'exploitant possède 2 chaudières de puissance 600 kW (de secours) et 930 kW (principale). Actuellement, seule la chaudière de secours est utilisée.

Lors de la visite terrain, l'Inspection a constaté que la chaudière de secours était placée à l'extérieur des bâtiments alors que la chaudière principale était dans le local dédié. Si le local respecte bien les prescriptions de l'arrêté préfectoral, l'utilisation de la chaudière de secours en extérieur est non-conforme.

L'exploitant propose de rentrer la chaudière de secours dans le local dédié.

L'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action corrective n°7 : L'exploitant doit respecter les conditions d'utilisation de ses chaudières.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois